



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET D'ILLE ET VILAINE

Arrêté préfectoral
portant prescriptions spécifiques concernant
une station d'épuration soumise à déclaration
au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement

STATION D'ÉPURATION DE LA COMMUNE DE BOURG-DES-COMPTES

LE PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

- VU le code de l'environnement ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2224-7 à L 2224-12 et R 2224-6 à R 2224-17 ;
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L 1331-1 à L 1331-15 et L 1337-2 ;
- VU l'arrêté interministériel modifié du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;
- VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine approuvé le 2 juillet 2015;
- VU le dossier de déclaration déposé par Monsieur le Maire de BOURG-DES-COMPTES relatif au renouvellement de l'arrêté de prescriptions spécifiques de la station d'épuration des eaux usées, considéré complet en date du 9 août 2018 ;
- VU le récépissé de déclaration délivré le 10 août 2018 au titre de la rubrique 2.1.1.0 de l'article R 214-1 du code de l'environnement ;
- VU l'avis favorable du 31 août 2018 de la Délégation départementale d'Ille-et-Vilaine de l'Agence Régionale de la Santé ;
- VU le projet d'arrêté préfectoral adressé le 18 septembre 2018 à Monsieur le Maire de BOURG-DES-COMPTES qui n'a pas formulé d'observations sur ce projet à la date du 11 octobre 2018 ;

CONSIDÉRANT :

- que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau dans la mesure où, conformément aux dispositions du SDAGE, les normes de rejet de la station d'épuration sont déterminées en fonction des objectifs environnementaux définis pour le cours d'eau récepteur ;

sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer d'Ille et Vilaine :

ARRETE :

TITRE 1 - OBJET DE LA DÉCLARATION

Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à Monsieur le Maire de BOURG-DES-COMPTES de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement qui concerne la station d'épuration des eaux usées.

Cette station, implantée sur le territoire communal de BOURG-DES-COMPTES, sur les parcelles OD 712 et OD 714 pour partie, relève de la rubrique suivante de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0 2°	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute journalière de pollution organique : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté interministériel du 21 juillet 2015

La capacité nominale de la station d'épuration est égale à 3 600 équivalents habitants (EH).

Les coordonnées Lambert 93 de la station sont : X = 345 990 m Y= 6 769 030 m

Cette station rejette les effluents traités dans le ruisseau de la Chalouzais qui rejoint la Vilaine (masse d'eau référencée FRGR1203).

Les coordonnées Lambert 93 du point de rejet sont : X = 345 826 m et Y= 6 769 002 m

TITRE 2 - PRESCRIPTIONS

Article 2 : Prescriptions générales

Sauf disposition contraire à l'article 3, les prescriptions générales de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 sont d'application immédiate.

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Les prescriptions spécifiques du présent arrêté, complémentaires aux dispositions générales, se substituent à compter de la signature du présent arrêté aux prescriptions annexées au récépissé de déclaration du 10 août 2018 relatif à la station d'épuration.

3-1 Charges et débit de référence :

La station d'épuration doit pouvoir traiter une charge de pollution journalière de :

paramètres	DBO ₅ Kg d'O ₂ /j	DCO Kg d'O ₂ /j	MES kg/j	NGL kg/j	NK kg/j	NH ₄ kg/j	Pt kg/j
Charges de référence	216	486	324	54	43,2	36	9

Le débit de référence est de 850 m³/j.

3-2 Dispositions générales et descriptif des installations

Le maître d'ouvrage établit un diagnostic du système d'assainissement suivant une fréquence qui n'excède pas dix ans, conformément aux prescriptions de l'article 12 de l'arrêté portant prescriptions générales. Il est suivi, si nécessaire, d'un programme d'actions visant à corriger les dysfonctionnements éventuels. Dès que ce diagnostic est réalisé, le maître d'ouvrage transmet, au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau, un document synthétisant les résultats obtenus et les améliorations envisagées du système de collecte.

Le service chargé de la police de l'eau peut demander des informations sur les opérations du contrôle des branchements particuliers prévu aux articles L.1331-2 et L.1331-4 du code de la santé publique.

En outre, les conditions des raccordements d'eaux usées non domestiques doivent être conformes aux prescriptions de l'article 13 de l'arrêté portant prescriptions générales.

L'ensemble des ouvrages de la station de traitement doit être délimité par une clôture. L'interdiction d'accès au public doit être clairement signalée.

Le réseau de collecte et la station d'épuration doivent être équipés d'un dispositif réglementaire d'autosurveillance, conforme aux prescriptions générales.

Ce dispositif doit être détaillé dans le manuel d'autosurveillance prescrit à l'article 20 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015.

Le réseau gravitaire de collecte des eaux usées, long de 18,7 km environ, est de type séparatif. Le réseau dispose de quatre postes de refoulement, dont deux (PR Camping et PR la Touche) sont équipés d'un trop-plein (point SANDRE R1) :

- PR Camping : le trop-plein est dans le regard amont et une poire de niveau très haut dans le poste transmet une alarme.
- PR la Touche : le trop-plein est dans le poste et un suivi du temps de déversement est assuré.

Les principaux ouvrages de la station sont les suivants :

Filière eau :

- une entrée principale canalisant les effluents de l'agglomération de BOURG-DES-COMPTES est équipée d'un poste de relèvement et d'un tamis ;
- une entrée secondaire canalisant les effluents des hameaux de la Langrais et la Vigne qui sont dirigés vers le poste toutes eaux de la station d'épuration ;
- un bassin d'aération d'un volume total de 850 m³ ;
- une déphosphatation chimique ;
- un clarificateur de 618 m³ ;

Points particuliers de mesure :

- un dispositif de comptage par débitmètre électromagnétique sur la canalisation de refoulement du poste de relèvement de l'entrée principale et un préleveur d'échantillons asservi au débit de l'entrée principale (point SANDRE S1) ;
- un canal Venturi équipé d'une sonde à ultra-son sur l'entrée secondaire et un préleveur d'échantillons asservi au débit de l'entrée secondaire (point SANDRE S1) ;
- la somme des deux points SANDRE S1 précédents représente les caractéristiques globales des effluents à l'entrée de la station d'épuration (point SANDRE A3) ;
- un canal Venturi équipé d'une sonde à ultra-son à la sortie du clarificateur et un préleveur d'échantillons asservi au débit de sortie (point SANDRE A4) ;

Filière boue :

- une table d'égouttage ;
- un silo à boues de 880 m³ ;

Points particuliers de mesure :

- un débitmètre électromagnétique servant à comptabiliser l'extraction des boues de la filière eau et un dispositif de prise d'échantillon de boues à la sortie de la table d'égouttage ;

3-3 Prescriptions spécifiques relative à la collecte

La commune doit réaliser un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées suivant une fréquence n'excédant pas dix ans, conformément à l'article 12 de l'arrêté du 21/07/2015.

La commune a réalisé un schéma directeur d'assainissement incluant une étude diagnostique du réseau d'eaux usées en 2016 et 2017.

Un programme de travaux permettant de réduire les apports d'eaux parasites sur quatre secteurs de la commune (secteur A, B, C et D) a été élaboré à la suite de cette étude.

Un contrôle de conformité de raccordements des habitations situées sur la rue de la Gare, la place de l'église et la rue de Bel Air, réalisé en 2014, a révélé trente-cinq raccordements non conformes (vingt-trois raccordements eaux usées vers eaux pluviales et douze raccordements eaux pluviales vers eaux usées).

Un programme de travaux permettant de réduire les apports d'eaux parasites sur les quatre secteurs et de mettre en conformité les trente-cinq raccordements doit être réalisé au plus tard pour le 31/12/2019.

3-4 Prescriptions spécifiques relatives au rejet à la sortie du clarificateur (point SANDRE A4)

a- Valeurs limites de rejet - obligation de résultats

Pour un volume journalier entrant inférieur ou égal au débit de référence et hors situations inhabituelles (*), les valeurs limites de rejet de la station d'épuration, mesurées pour les concentrations selon des méthodes normalisées à partir d'un échantillon moyen journalier homogénéisé non filtré ni décanté, sont les suivantes :

paramètre	Concentration maximale en mg/l sur effluents non filtrés				Rendement minimum en %	
	Du 1 ^{er} mai au 30 novembre (1)		Du 1 ^{er} janvier au 30 avril et du 1 ^{er} décembre au 31 décembre		Du 1 ^{er} mai au 30 novembre (1)	Du 1 ^{er} janvier au 30 avril et du 1 ^{er} décembre au 31 décembre
	moyenne sur la période - mg/l	moyenne 24 h - mg/l	moyenne sur la période - mg/l	moyenne 24 h - mg/l		
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅) :	-	12	-	25	97	94
Demande chimique en oxygène (DCO) :	-	60	-	90	94	91
Matières en Suspension (MES) :	-	20	-	25	97	96
Azote Kjeldahl (NTK)	6	-	10	-	93	88
Ammonium (NH ₄)	4	-	5	-	94	93
Azote Global (NGL)	12	-	20	-	86	75
Phosphore total (Pt):	1	-	2	-	94	88

(1): période d'étiage

Valeurs limites complémentaires (toute l'année):

- pH compris entre 6 et 8,5
- température inférieure à 25 °C

Valeurs réhibitoires (toute l'année):

- DBO₅ : 50 mg/l
- DCO : 250 mg/l
- MES : 85 mg/l

(*) les « situations inhabituelles » sont les cas suivants :

- Fortes pluies, au delà de 20 mm/j ;
- Opérations programmées de maintenance préalablement portées à la connaissance de la police de l'eau ;
- Circonstances exceptionnelles (telles que catastrophes naturelles, inondations, pannes ou dysfonctionnement non directement liés à un défaut de conception ou d'entretien, rejets accidentels dans le réseau de substances chimiques, actes de malveillance).

b- conformité d'un échantillon moyen journalier

Pour un paramètre, un échantillon moyen journalier est conforme si les mesures respectent les valeurs limites en concentration ou en rendement fixées par l'article 3-4 a.

c - conformité du rejet de la station

Le rejet de la station sera jugé conforme au regard des résultats de l'autosurveillance si les quatre conditions suivantes sont simultanément réunies :

1°) La fréquence réglementaire d'autosurveillance sur les points SANDRE A3 et A4 est respectée :

paramètres	Fréquence annuelle
Débit, pluviométrie	365
pH	12
Température (sur le point SANDRE A4)	12
Demande chimique en oxygène (DCO) :	12
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅) :	12
Matières en Suspension (MES) :	12
Azote Global (NGL)	4
Azote Kjeldahl (NTK)	4
Ammonium (NNH ₄)	4
Phosphore total (Pt):	12

2°) Les résultats des mesures des concentrations en DCO, DBO₅ et MES ne dépassent pas les valeurs réductrices indiquées à l'article 3-4 a ;

3°) Pour les paramètres DCO, DBO₅ et MES, tous les échantillons sont conformes ;

4°) Pour les paramètres NGL, NTK, NNH₄ et Pt, la moyenne des résultats est conforme en concentration ou rendement pour la période considérée.

3-5 Prescriptions spécifiques relatives aux équipements mis en place sur le poste de relèvement de l'entrée principale (poste général de la Courbe)

Un trop-plein va être mis en place sur la cuve du poste de relèvement général de la Courbe (point SANDRE A2) en 2018. Un dispositif de mesure et d'enregistrement en continu des débits journaliers transitant par ce trop-plein doit être installé. Les mesures de déversement sur ce point doivent être transmises sous format SANDRE dès le trop-plein mis en place et au plus tard à partir du 01/01/2019.

3-6 Prescriptions spécifiques relatives à la mise en place d'un dégrilleur automatique sur le canal Venturi de l'entrée secondaire

Un dégrilleur automatique est mis en place sur le canal Venturi de l'entrée secondaire au plus tard le 31/12/2019.

3-7 Prescriptions spécifiques relatives aux sous-produits

a - dispositions générales

Le maître d'ouvrage doit prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation pour assurer une bonne gestion des déchets, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet. Le maître d'ouvrage est en mesure d'en justifier l'élimination, sur demande de la police de l'eau.

b - les boues

Les boues produites sont épandues sur des terres agricoles après approbation d'un plan d'épandage réglementé dans le cadre d'une procédure de déclaration (filière n°1).

Une autre filière de traitement (compostage, incinération...) doit être mise en place si la capacité de stockage entre deux campagnes d'épandage est insuffisante (filière n°2).

L'épandage de plus de 3 tonnes de matières sèches ou de plus de 150 kg d'azote total relève du régime de déclaration au titre de la rubrique 2.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement. Le document d'incidence de ce dossier de déclaration doit être conforme aux prescriptions de l'article R. 211-46 du code de

l'environnement. Ce document comprend en particulier une étude préalable conforme aux dispositions de l'article R. 211-33 du code de l'environnement et à l'article 2 de l'arrêté du 8 janvier 1998, définissant en particulier l'aptitude du sol à les recevoir, son périmètre et les modalités de sa réalisation.

L'exploitant tient à jour un registre d'épandage, conforme aux dispositions de l'article R. 211-34 du code de l'environnement et à l'article 17 de l'arrêté du 8 janvier 1998, mentionnant en particulier les quantités épandues par unité culturale avec les références parcellaires, les surfaces, les dates d'épandage et les cultures pratiquées. En application de l'article R. 211-35 ce registre doit être présenté aux agents chargés du contrôle et une synthèse des informations doit être adressée par l'exploitant de la station au service de police de l'eau. Dans le cas des lits plantés de roseaux, cette synthèse est requise l'année du curage.

c - autres sous-produits

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de nuisance ou pollution. Le conditionnement de ces déchets doit être adapté au mode de collecte en préservant notamment l'hygiène des agents habilités.

Tout changement de type de traitement ou d'élimination de ces déchets est signalé au service en charge de la police de l'eau.

3-8 Autosurveillance du système d'assainissement

Le maître d'ouvrage est en charge de la mise en œuvre de l'autosurveillance réglementaire du réseau de collecte et de la station d'épuration.

En outre des dispositions de surveillance renforcées doivent être prises par le maître d'ouvrage, conformément aux prescriptions de l'article 17-IV de l'arrêté portant prescriptions générales, dans les situations pendant lesquelles le maître d'ouvrage ne peut assurer la collecte et le traitement de l'ensemble des eaux usées.

a - registres d'exploitation et d'entretien

Le maître d'ouvrage et son exploitant doivent pouvoir justifier à tout moment des dispositions prises pour s'assurer de la bonne marche de l'installation et assurer un niveau de fiabilité des systèmes d'assainissement compatible avec les présentes prescriptions.

Des performances acceptables doivent être garanties pendant les périodes d'entretien et de réparation prévisibles.

A cet effet, l'exploitant tient à jour :

- un registre d'exploitation qui comporte l'ensemble des informations justifiant l'exploitation ;
- un registre d'entretien qui mentionne les incidents et défauts de matériels ainsi que les mesures prises pour y remédier.

b - autosurveillance des ouvrages de collecte

Le maître d'ouvrage met en place une surveillance du système de collecte, par tout moyen approprié, pour en maintenir et vérifier l'efficacité.

Les temps de déversements journaliers sur les trop-pleins des postes de refoulement (point SANDRE R1) doivent être transmis par fichier au format SANDRE.

c - autosurveillance du système de traitement

Le programme d'autosurveillance du système de traitement est réalisé selon un programme prévisionnel de mesures qui doit être adressé, au service chargé de la police de l'eau pour acceptation et à l'Agence de l'eau, avant le 1^{er} décembre de l'année précédant la mise en œuvre.

Le maître d'ouvrage transmet **par fichier** au format SANDRE à la police de l'eau et à l'agence de l'eau, dans le courant du mois N+1, les informations et résultats d'autosurveillance produits durant le mois N, conformément aux prescriptions de l'article 19 de l'arrêté portant prescriptions générales.

Les dépassements des valeurs limites fixées dans le présent arrêté doivent être immédiatement signalés à la police de l'eau, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

En cas de rejets non conformes susceptibles d'avoir un impact sanitaire sur les usages sensibles situés à l'aval, le maître d'ouvrage alerte immédiatement le responsable de ces usages lorsqu'il existe, la police de l'eau et l'agence régionale de santé.

Par ailleurs, le programme d'autosurveillance du système de traitement comprend :

- des tests hebdomadaires NH₄, NO₃ et PO₄ sur le rejet à la sortie du clarificateur

Les résultats de cette surveillance sont reportés sur un cahier d'exploitation et sont transmis au service police de l'eau et au service en charge de la validation de l'autosurveillance.

d - productions documentaires requises

Le maître d'ouvrage assure la mise à jour régulière du manuel d'autosurveillance du système d'assainissement conformément aux prescriptions de l'article 20-II-1 de l'arrêté portant prescriptions générales.

Le maître d'ouvrage transmet à la police de l'eau et à l'agence de l'eau, avant le 1^{er} mars de l'année en cours, le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement de l'année précédente, conformément aux prescriptions de l'article 20-II-2 de l'arrêté portant prescriptions générales.

3-9 Suivi du milieu récepteur

Une surveillance de l'impact du rejet est réalisée par deux points de prélèvements instantanés sur le ruisseau de la Chalouzais :

- en amont et en aval immédiat du rejet de la station

Deux prélèvements ponctuels sont réalisés par an, (un en période d'étiage et un en période hors étiage), en corrélation avec le suivi de l'autosurveillance de la station d'épuration.

Les paramètres mesurés sont :

MES, DBO₅, DCO, NTK, NH₄, NO₂, NO₃, et Pt

TITRE 3 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 4 : Modifications des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

En application de l'article R. 214-39 du code de l'environnement, le silence gardé pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Article 5 : Modifications des installations

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires. En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement le préfet peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 6 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Articles 8 : Sanctions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des mesures et sanctions administratives prévues aux articles L. 171-6 à L. 171-12 du code de l'environnement et des sanctions pénales prévues aux articles L. 173-1 à L. 173-12 de ce code.

Article 9 : Publication et information des tiers

Conformément à l'article R214-37 du code de l'environnement :

- Une copie de cet arrêté est transmise à la commune de Bourg des Comptes pour affichage pendant une durée minimale d'un mois,
- Une copie du dossier de déclaration est transmis à la commune de Bourg des Comptes pour mise à disposition du public pendant une durée minimale d'un mois,
- Une copie de cet arrêté est transmise et à la Commission Locale de l'Eau du SAGE du bassin de la Vilaine,
- Une copie de cet arrêté est mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine durant une durée d'au moins 6 mois.

Article 10 : Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes pour les demandeurs et/ou les exploitants dans un délai de deux mois à compter de sa notification et pour les tiers dans un délai de quatre mois à compter de sa publication ou de son affichage.

Article 11 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Maire de Bourg des Comptes et le Directeur départemental des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rennes, le **15 OCT. 2018**

Pour le préfet et par délégation,
la Cheffe du Service Eau et Biodiversité,


Catherine DISERBEAU